

La crise de l'asile devient hyperpolitique

La N-VA a réussi son coup : faire tourner l'actualité autour d'elle en l'ayant provoquée par des déclarations polémiques.

Au sein de la "suédoise", on garde la tête froide.

Le président de la Ligue des droits de l'homme réclame la démission de Francken.

Au sujet des réfugiés, Bart De Wever savait qu'il allait "mettre le feu"

Analyse Frédéric Chardon

Comme dans les premiers jours de vie du gouvernement fédéral, une pluie d'appels à la démission s'abat sur le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, le N-VA Theo Francken. La Ligue des Droits de l'Homme veut sa tête (*lire ci-dessous*), tout comme le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX) et certains leaders de l'opposition. En cause: un tweet par lequel il réclamait mardi des excuses de la part des réfugiés qui ne sont pas venus occuper les lits mis à disposition dans la tour WTC3.

"Pas encore de malaise"

Mais la majorité "suédoise" fait le gros dos malgré cette dernière maladresse qui est venue s'ajouter à un cortège de déclarations ambiguës de la N-VA au sujet des réfugiés. *"Il n'y a pas de malaise. Pas encore, en tout cas,* note une source gouvernementale flamande. *Le tweet de Francken ne moins grave que les déclarations de Demotte qui refusait que Tournai accueille entre 400 et 700 réfugiés"*, relève-t-on avec ironie du côté du MR. Autrement dit, Theo Francken devrait garder son job...

Mais dans quelle partie d'échecs jouet-on ici? Lorsque Bart De Wever, le pré-

sident des nationalistes flamands, tire la première salve médiatique en évoquant l'idée de créer un sous-statut pour les demandeurs d'asile, il sait parfaitement qu'il lance une bombe incendiaire. On l'a écrit: il s'agit pour la N-VA de ménager les électeurs volés au Vlaams Belang ces dernières années et qui ont contribué au raz-de-marée électoral noir et jaune. Mais il s'agit également de faire tourner l'actualité, les commentaires des internautes, de faire vibrer les réseaux sociaux autour de la N-VA, d'occuper le terrain médiatique et d'obliger les adversaires politiques à se positionner en réaction.

Une polémique provoquée

La polémique créée de toutes pièces par Bart De Wever, alimentée presque chaque jour par les barons nationalistes, vise aussi à donner à la N-VA l'image d'un parti qui n'a pas perdu son âme ni son côté provocateur malgré l'exécution scrupuleuse de l'accord de gouvernement au fédéral.

Au sein de la N-VA, c'est plutôt l'unité autour de la ligne "dure" défendue par Bart De Wever. Jan Peumans, le prési-

dent N-VA du parlement flamand a bien appelé, dans un entretien au "Standaard", les chefs de file de son parti - De Wever inclus - à "apprendre à se taire" dans le dossier des demandes d'asile, mais il reste relativement isolé.

Au sein de la N-VA, Jan Peumans est considéré comme un électron libre, atypique - en 2010, il avait déclaré vouloir se réincarner en... un Wallon -, peu contrôlable et incarnant une ligne plus progressiste. Pour plusieurs observateurs attentifs de la politique, les propos de Jan Peumans ser-

vent surtout à rassurer l'électorat plus centriste de la N-VA et font bien les affaires des stratèges nationalistes.

Nationalistes de gauche

C'est que, dans le cadre de la crise de l'asile, a surgi une petite menace: plusieurs flamingants de gauche ont créé "Vlinks", une nouvelle branche du Mouvement flamand. Les membres de Vlinks se distancient des propos de la N-VA sur la problématique des réfugiés. Voilà qui fait un peu tache... Même si l'ampleur de cette branche progressiste du nationalisme flamand n'est actuellement qu'anecdotique.

+192%

HAUSSE DE DEMANDES

Au total, 4 621 demandes d'asile ont été introduites en août 2015, soit une hausse de 55,3% par rapport à juillet et de 192,5% par rapport à août 2014.

Épinglé

Les demandeurs d'asile pourront travailler après quatre mois

Plus vite. Les partenaires sociaux réunis au sein du Groupe des 10 ont décidé de réduire la période d'attente imposée aux demandeurs d'asile avant qu'ils ne soient autorisés à travailler. Elle passera de six mois à quatre mois après leur

enregistrement, a-t-on appris mercredi au cabinet du ministre de l'Emploi, Kris Peeters (CD&V), qui avait convié le G10 à réfléchir à un assouplissement des règles de mise à l'emploi des demandeurs d'asile.

Mais pas n'importe comment. Les représentants des travailleurs et des employeurs ont mis des conditions pour garantir le respect des conditions de travail et de salaire, selon la FGTB. *"Nous ne voulons pas que l'on en profite pour introduire une*

logique de main-d'œuvre au rabais", a souligné le secrétaire général Marc Goblet. Les syndicats veulent aussi que des conventions collectives encadrent les recrutements, qu'il soit tenu compte de la main-d'œuvre déjà disponible et des problèmes d'équivalence de diplôme. Les demandeurs d'asile devront disposer de trois documents: un mentionnant la date de leur enregistrement, un autre délivré par la commune et mentionnant leur immatriculation et le permis C. (Belga)

“Il y a deux solutions: soit Theo Francken démissionne, soit Charles Michel reprend ses compétences”

Entretien **Annick Hovine**

Président de la Ligue des droits de l'Homme, Alexis Deswaef attaque durement: *“Au-delà des différences idéologiques, à la Ligue, on se pose la question de la compétence de Theo Francken au poste de secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration.”* Et d'ajouter: *“Vu son action au cours des dernières semaines, on arrive au constat qu'il a atteint le principe de Péter: il s'est élevé à son niveau d'incompétence.”*

Il n'est pas capable de gérer la crise?

Non. Il n'est pas à la hauteur de cette crise, ni des enjeux que posent ces réfugiés qui frappent aux portes de l'Europe et arrivent en Belgique. Quand on est à la tête d'un département si difficile, on ne le dirige pas avec des slogans et des tweets. Ça peut faire mouche quand on s'agite comme député sur les bancs de l'opposition, pas quand on est secrétaire d'Etat dans le gouvernement.

Quels slogans visez-vous?

Un exemple parmi beaucoup d'autres: depuis des semaines, il rappelle, comme si c'était grâce à lui!, que les candidats réfugiés ont droit à “bed, bad en brood” (*le gîte et le couvert, NdlR*). Cela rassure peut-être son électorat, mais c'est le cas depuis 2001, quand l'aide financière a été

remplacée par l'aide matérielle. Il n'a rien inventé! Cette aide est d'ailleurs plus large: il y a un accompagnement administratif et un droit à une assistance juridique pour les procédures. Autre exemple: il répète qu'on limite l'enregistrement à 250 réfugiés par jour. Un: ce n'est pas de son ressort. Deux: il a été contredit par Charles Michel, le Premier ministre qui, sans le viser, a déclaré que tous ceux qui viennent demander l'asile verront leur demande enregistrée et examinée.

Theo Francken se range aussi derrière les propos de son président de parti, Bart De Wever, qui demande des droits sociaux moindres pour les réfugiés “par rapport aux Belges qui ont cotisé toute leur vie”.

Encore un slogan. Ce n'est pas exact. Une personne qui obtient le statut de réfugié ne reçoit que les droits résiduels du CPAS, comme un Belge qui n'a jamais cotisé. Ensuite, c'est contraire à la Convention de Genève qui lie la Belgique. Là encore, Charles Michel a déclaré qu'il n'était pas question de créer des citoyens de se-

conde zone. Coup sur coup, Theo Francken est désavoué par le Premier ministre.

Mais personne, au gouvernement, n'avait prévu l'ampleur de la crise.

Désolé mais là aussi, c'est de l'incompétence. Depuis son entrée en fonction, en octobre 2014, Theo Francken a une logique managériale, sans aucune vision à long ni même à moyen terme. Début 2015, il y avait déjà des signes avant-coureurs d'une hausse de candidats réfugiés. Il a cru qu'il allait pouvoir compenser cette hausse des arrivées avec une politique très dure sur les sorties des structures d'accueil. Il s'est trompé. Tous les experts et toutes les associations de terrain l'avaient pourtant prédit: rien ne permettait de croire que la Belgique échapperait à ce mouvement qui touchait déjà l'ensemble des pays voisins. Mais il a continué à fermer des places

structurelles d'accueil, 2 000 en un an (*après les 6 000 places déjà fermées par Maggie De Block, NdlR*). C'est une faute. Il a encore fermé le centre de Woluwe-Saint-Pierre le 1^{er} juillet!

Theo Francken doit démissionner?

Il y a deux solutions: soit il démissionne et il est remplacé; soit le Premier ministre reprend les compétences de l'Asile et de la Migration – cela s'est déjà vu dans le passé pour d'autres dossiers sensibles. Quand on entend le discours de Charles Michel aujourd'hui, diamétralement opposé à celui de la N-VA, c'est rassurant au niveau de la crédibilité de la Belgique au niveau international. Le discours de Bart De Wever est lui très proche de celui de Viktor Orban (*le populiste Premier ministre hongrois, NdlR*). Et Theo Francken assume ce que dit son président de parti. La Belgique risque d'être rangée dans la catégorie des Orban et consorts. Ça ne va pas. Au Premier ministre de reprendre ses compétences. On peut se demander jusqu'où le MR et le CD&V vont suivre la N-VA sur cette question. Et peut-être que, contre toute attente, c'est ce dossier qui va faire tomber ce gouvernement.

***“On ne gère pas
un tel
département
avec des tweets
et des slogans.”***

ALEXIS DESWAEF

Président de la Ligue
des droits de l'Homme.